

**Chômage et
suppressions
d'emplois**

en page 12

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**LUTTE
OUVRIÈRE**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1725 - 3 août 2001 - prix : 9F

**L'État sabote
les services
pour le public
parce qu'il est
au service
du grand patronat**

M 6189 - 1725 - 9,00 F



(p. 3 et 11)

SOMMAIRE

Leur société

- 4 – Révolte à la prison de Grasse
- 5 – Pollution à l'ozone
 - Fermeture des voies sur berges à Paris
- 10 – Des milliards pour l'armement
 - Conditions de rétention des sans-papiers
 - Immigrés algériens
- 11 – AOM-Air Liberté
 - Hôpitaux: urgences, ça coince
 - La Poste en Savoie: on ferme!
- 12 – Hausse du chômage
 - Alcatel: 20 000 suppressions d'emplois

Tribune

- 4 – 200 000 personnes à Gênes... et ici nous sommes des millions

Dans le monde

- 6 – Irlande du Nord: nervis loyalistes
 - Israël-Palestine: provocations de l'extrême droite
- 7 – Macédoine: l'engrenage de la guerre?
- 8 – Argentine: vers une crise sociale?
 - Corée du Nord: famine
 - Indonésie: les dessous du putsch de Suharto en 1965
- 9 – Espagne: au Pays Basque, un nouveau gouvernement, de nouveaux attentats

TIR AUX PIGEONS

Le 14 juillet, un missile américain de défense avait réussi à intercepter un missile «ennemi». Ce test réussi avait servi au président américain George W. Bush pour faire la promotion de son projet de «bouclier antimissile», nouvelle version de la «guerre des étoiles» de son prédécesseur Reagan.

Or, l'essai était truqué. Le missile «ennemi» portait une balise servant à guider droit sur lui le missile intercepteur. Le chasseur a bien tué le lion, mais

c'était un lion domestique.

Les responsables du projet de «bouclier antimissile» défendent la validité du test: tout ce qu'aurait fait la balise, «c'est d'aider la fusée à se diriger dans la bonne direction». Comme disait Fernand Raynaud, c'était «étudié pour».

Mais, même sans balise de guidage, il y a quelque chose que le «bouclier antimissile» américain attire infailliblement, pour le plus grand profit des trusts de l'armement: ce sont les milliards soutirés aux contribuables.

COMMIS VOYAGEUR DU PATRONAT

Chirac vient de terminer une visite de trois jours dans les Etats Baltes. Voyage tout ce qu'il y a de plus officiel, celui-là, puisqu'il était accompagné de deux ministres socialistes ainsi que d'une brochette de patrons français.

Selon *Le Parisien* du 29 juillet, qui présente Chirac comme «le VPR de l'entrepré-

se France», ce dernier aurait «payé de sa personne» – mais pas de sa poche! – pour inciter les patrons qui l'accompagnaient à investir dans les pays Baltes, estimant «insuffisantes» les relations économiques entre la France et ces Etats.

Chirac voyageur de commerce? Vous n'y pensez pas!

VOUS AVEZ DIT CYNISME?

Voulant dissuader le gouvernement tchèque de durcir sa législation sur le tabac, la société Philip Morris, premier fabricant mondial de cigarettes, s'est payée une étude auprès d'un cabinet de consultants aux fins de souligner les bénéfices économiques du tabac pour les finances publiques de la République tchèque...

La conclusion de cette étude est bien simple et bien perverse: la mort prématurée de fumeurs peut être source d'économies. Ainsi, elle aurait permis au gouvernement tchèque d'économiser entre 24 et 30 millions de dollars en soins, retraites et logements pour les personnes âgées, en 1999...

Il y a évidemment un enjeu. Philip Morris contrôle à lui seul 80% du marché tchèque. Pas question de laisser se rétrécir ce marché. Et il semble que la compagnie avait prévu des études semblables dans d'autres pays d'Europe de l'Est.

Et il semble que la compagnie avait prévu des études semblables dans d'autres pays d'Europe de l'Est.

L'étude une fois révélée et mise en cause par des journaux américains et des organisations antitabac, Philip Morris a essayé de redresser son image avec des excuses, son PDG déclarant: «Une telle étude n'est pas simplement une erreur terrible, mais est injustifiable; (elle) révèle (...) un manque de respect total et inacceptable des valeurs humaines.»

On ne lui fait pas dire. Mais spéculer sur la mort, pourquoi pas, après tout? C'est toujours une belle et bonne source de profits, en bonne logique capitaliste.

F. G.

LES BROCHURES DU CERCLE LÉON-TROTSKY

Notre dernière brochure:

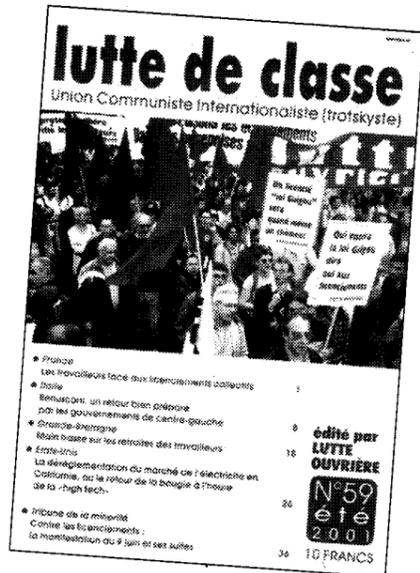
- N°90: l'agriculture, l'agro-alimentaire et l'alimentation entre les mains du grand capital.
(Exposé du Cercle Léon-Trotsky du 27 avril 2001)

- Prix: 10 F
- Envoi contre 12 F en timbres par brochure.

LUTTE DE CLASSE N° 59 (été 2001)

Au sommaire:

- France
Les travailleurs face aux licenciements collectifs
- Italie
Berlusconi, un retour bien préparé par les gouvernements de centre-gauche
- Grande-Bretagne
Main basse sur les retraites des travailleurs
- Etats-Unis
La dérégulation du marché de l'électricité en Californie, ou le retour de la bougie à l'heure de la «high tech»
- Tribune de la minorité
Contre les licenciements: la manifestation du 9 juin et ses suites



Prix: 10 F – Envoi contre 12 F en timbres

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyiste) qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de *Lutte Ouvrière*, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à:
LUTTE OUVRIÈRE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

<http://www.lutte-ouvriere.org> e-mail: journal@lutte-ouvriere.org

La Société d'Éditions de *Lutte Ouvrière* – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 Tél 01 44 83 08 93 est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1^{er} janvier 1970. Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. Tirage: 9200 exemplaires. Composition: [Et Associés]. Impression: Roto de l'Île-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil – 01 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE! Les chèques de soutien à *Lutte Ouvrière* doivent être libellés à: Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de *Lutte Ouvrière*, et à envoyer à: **LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18**. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «*Lutte Ouvrière*» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 1000 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé: tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM:
 PRÉNOM:
 ADRESSE:
 CODE POSTAL et VILLE:
 COMPLÉMENT D'ADRESSE:
 Je m'abonne à: **LUTTE OUVRIÈRE – LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de:
 (rayer la mention inutile).
 Ci-joint la somme de:
 Règlement:
 – par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
 – par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R – PARIS.

Editorial

Editorial des bulletins
d'entreprise du 30 juillet 2001

L'ÉTAT SABOTE LES SERVICES POUR LE PUBLIC PARCE QU'IL EST AU SERVICE DU GRAND PATRONAT

■ Il n'est pas besoin d'être doué d'un sixième sens pour savoir que tous les ans, en juillet et en août, des millions de salariés prennent des congés bien gagnés. Mais on pourrait croire que le gouvernement est absolument incapable d'en tenir compte, à voir la manière dont fonctionnent la plupart des services publics.

A La Poste, l'administration a purement et simplement fermé les bureaux de certains villages, là où il n'y a qu'un seul postier en temps ordinaire. Que les usagers se débrouillent ! Et tant pis pour ceux qui ne peuvent plus se déplacer.

En ville, il n'y a en principe pas de bureaux fermés. Mais le manque de personnel se traduit trop souvent par des queues, des attentes interminables.

La SNCF se vante des performances du nouveau TGV Méditerranée. Mais elle fait, elle aussi, de telles économies de personnel qu'il suffit d'un retard pour en engendrer d'autres, en chaîne, quand un conducteur n'est pas revenu à temps pour reprendre son service.

Durant toute l'année, les hôpitaux, en particulier les services d'urgence, sont déjà, du fait d'une insuffisance des effectifs, dans une situation catastrophique. C'est pire encore en période d'été où on ferme des lits, faute de personnel qualifié. On hospitalise

les malades là où existent encore des places, dans des services qui ne sont pas forcément les plus compétents pour leur cas. C'est jouer avec leur santé. C'est imposer aux familles des déplacements longs et coûteux. Mais cela ne semble pas émouvoir le ministre de la Santé, Kouchner, qui prétend que les femmes qui devaient accoucher en août n'ont pas de raison d'être inquiètes à cause de la grève annoncée des médecins accoucheurs car elles seront accueillies par les hôpitaux publics ! Où ? Dans quelles conditions ? Le ministre se garde bien de le préciser.

Pourtant la ministre responsable de la Sécurité sociale, Guigou, est toute fière de pouvoir annoncer qu'il y a beaucoup d'argent dans les caisses de la Sécu. Mais cet argent, qui devrait servir à améliorer le système de santé, va être utilisé par le gouvernement à subventionner le patronat, sous forme d'exonération de charges sociales, sous le fallacieux prétexte de « financer les 35 heures ».

Car malgré les lamentations du Medef et du baron Seillière, qui n'en ont jamais assez, la loi Aubry sur les 35 heures permettant au patronat, dans la plupart des entreprises, d'imposer les horaires de son choix au détriment de la qualité de vie et de la santé des salariés, de ne plus payer de majora-

tions pour heures supplémentaires, est accompagnée de la distribution d'une véritable manne dont le gouvernement veut faire supporter le poids à la Sécurité sociale. Quitte à laisser la situation des hôpitaux continuer à se dégrader, dans un des pays les plus riches de la planète. Quitte à ce que, même dans les hôpitaux les plus modernes comme l'hôpital Georges-Pompidou, on ait fait des économies sur les installations avec des conséquences pouvant être catastrophiques.

Et c'est bien là la clé du problème. On ne peut pas utiliser tout l'argent dont on dispose à faire des cadeaux au grand patronat et entretenir, en même temps, des services publics de qualité. Le « service public » est le cadet des soucis du gouvernement Jospin, comme il l'était pour ses prédécesseurs, quelle qu'ait été leur couleur politique. Car les hommes de la droite comme ceux de la gauche gouvernementale ne sont que des figurants derrière lesquels se dissimule un Etat tout entier au service des classes possédantes.

Pourtant la grande majorité de la population a besoin, elle, d'hôpitaux, de moyens de transports et d'information, d'écoles, qui soient vraiment au service du public. C'est-à-dire qui ne soient pas régis par la course au profit d'une minorité de capitalistes.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

200 000 personnes à Gênes... ET ICI, NOUS SOMMES DES MILLIONS

Le chef du gouvernement italien, milliardaire et roi de la télé-poubelle, Silvio Berlusconi, commence à être embarrassé par le bilan du sommet du G8 à Gênes, même s'il avait commencé par soutenir les responsables de la répression. Après la mort, le 21 juillet, d'un manifestant de 23 ans, Carlo Giuliani, abattu d'une balle dans la tête, la police a persisté et signé en saccageant le siège des contre-manifestants. Des dizaines de témoignages ont raconté les incarcérations arbitraires, les passages à tabac de plusieurs heures, des sévices proches de la torture. Bref, «une galerie des horreurs», comme a dû le reconnaître un magistrat.

Le gouvernement italien, tout en refusant une mission parlementaire d'enquête, a donc dû en rabattre un peu. A vrai dire, ce gouvernement de coalition droite/extrême-droite n'est pas le seul à être gêné aux entournures. La gauche italienne n'ose pas non plus trop élever la voix contre la répression... tout simplement parce qu'elle a grandement contribué à la préparer, avant de céder le pouvoir il y a moins de trois mois ! C'est même un ministre de l'intérieur de gauche qui avait concocté le dispositif de protection du sommet...

Bref, les matraques génoises n'avaient rien de spécifiquement de droite. Elles rappelaient simplement les fonctions premières d'un Etat bourgeois semblable au nôtre, derrière les façades démocratiques : protéger l'ordre des riches, que symbolisait cette réunion de responsables des huit pays les plus puissants du monde. Défendre cet ordre mondial dans lequel les 225 plus grandes fortunes représentent le revenu annuel des deux milliards et demi des plus pauvres, où la faim ou des maladies qu'on sait guérir depuis des décennies tuent encore des millions de personnes tous les ans, et où l'aumône que les huit «grandes démocraties» font aux pays pauvres pour lutter contre le Sida ne représente que le tiers des dividendes versées en 2001 aux actionnaires de Marks & Spencer.

Cet ordre-là est révoltant. Certes, ce n'est pas à l'occasion de réunions comme Gênes que les capitalistes

prennent leurs décisions fondamentales. Les grands patrons, dont les choix décident de la vie de millions de travailleurs ici ou dans le Tiers-monde, n'ont pas besoin de ces sommets pour imposer leur dictature. Mais ces sommets symbolisent bien l'ignominie des puissants et les 200 000 personnes qui étaient à Gênes avaient mille fois raison de manifester leur révolte. L'importance de cette manifestation internationale montre que la résignation n'est pas une fatalité, que quantité de gens de par le monde sont prêts à lutter pour une autre vie que celle qu'on veut nous imposer partout au nom de la loi du profit. Elle montre aussi qu'il n'y a pas que la mondialisation capitaliste, mais que la mondialisation de la contestation est possible, donc que la mondialisation de la solidarité et de la lutte des exploités l'est aussi.

Ici, pour les travailleurs, les raisons de se battre ne manquent pas, et d'abord la vague des quarante mille licenciements annoncés depuis avril, plus les quarante mille autres annoncés pour le monde fin juillet. Les jeunes contestataires, venus de différents pays, ont réussi une impressionnante manifestation à Gênes qui, à sa façon, a valeur d'exemple. Cela signifie que les travailleurs pourraient également engager un mouvement bien plus profond, irrésistible, un tous ensemble qui aurait d'immenses répercussions ici comme ailleurs, qui donnerait également des idées aux travailleurs des autres pays. Un mouvement capable d'entraîner toutes les couches populaires de la société et dont les échos au-delà des frontières donneraient des sueurs froides non seulement à nos Jospin ou Chirac bien de chez nous, mais à tous les Berlusconi, Poutine, Koïsimi, Bush et autres commis des grands patrons des multinationales. Bref, un mouvement véritablement capable d'ébranler le monde des puissants. Il faudra bien que la mondialisation des luttes ouvrières, le raz de marée de la riposte des exploités, commence quelque part !

Editorial des bulletins d'entreprise
l'Étincelle du lundi 30 juillet 2001

Convergences Révolutionnaires numéro 16 (juillet-août 2001)
Un dossier « Révolte en Kabylie, révolte en Algérie » ; des articles sur « pourquoi pas une candidature LO-LCR ? sur la manifestation du 9 juin et la préparation d'une suite, sur la « loi de modernisation sociale », sur le positionnement du PCF, sur les mafias des entreprises de nettoyage...
Pour se procurer ce numéro, 10 F, écrire à Lutte Ouvrière, pour la Fraction.
Abonnement : un an 60 F, de soutien 100 F.

Leur société

RÉVOLTE À LA PRISON DE GRASSE

Une révolte à la prison de Grasse, dans les Alpes-Maritimes, a éclaté lundi 30 juillet, deux jours après l'annonce de la mort d'un mineur de 17 ans, asphyxié par les gaz dégagés par le feu qu'il avait, semble-t-il, mis lui-même à son matelas. Une douzaine de prisonniers ont été blessés, dont trois plus sérieusement, au cours de l'intervention des policiers.

Les médias mettent cette révolte sur le compte de la chaleur et de l'action de « meneurs ». C'est certainement en partie vrai. Mais la cause essentielle reste l'indignation soulevée par la mort du jeune : à 17 ans, alors qu'il était en détention préventive pour sa participation présumée à des hold-up, et donc toujours supposé innocent, il avait été placé au « mitard » à la suite d'une bagarre.

De façon plus générale, la surpopulation dans les prisons, la brutalité avec laquelle gardiens et policiers maintiennent l'ordre, les conditions dégradantes d'incarcération ne peuvent que susciter des révoltes de ce genre.

De la garde à vue à la prison : violences policières au quotidien

D'ailleurs, un rapport, rendu public le 26 juillet par le Comité européen pour la prévention de la torture, fait le point sur les conditions de détention dans différents commissariats et établissements pénitentiaires et souligne les mauvais traitements infligés par les forces de l'ordre au cours des interpellations et des gardes à vue.

Au cours des interpellations, les brutalités, « coups de poings et de pieds, personnes violemment jetées à terre, menottes trop serrées » sont monnaie courante.

En garde à vue, souvent entassés dans des cellules exiguës, les détenus dorment parfois sans matelas et sans couverture. Ils ne sont pas toujours nourris correctement, n'ont pas la possibilité de se laver ni de changer de vêtements. Parfois, c'est même pire : le rapport cite le cas d'un détenu interrogé et brutalisé par la Division nationale antiterroriste, jour et nuit, pendant près de 60 heures d'affilée, avec seulement six heures de repos. Dans un autre cas, des instructions écrites ont été données, selon lesquelles il ne fallait pas donner de couverture à un détenu ni éteindre la lumière dans sa cellule la nuit.

Dans la plupart des prisons, généralement surpeuplées, l'insalubrité, le manque d'aération et de lumière dans les cellules, le manque d'hygiène, l'absence de promenades sont la règle. A cela s'ajoutent les comportements agressifs et les insultes de la part des matons, ainsi que les mauvais traitements. A Fresnes par exemple, des prisonniers ont été attachés sur leur lit, sans raison valable, certains pendant dix jours !

Une fois de plus, les centres de rétention d'Arenc (Marseille), de Bobigny et du Palais de justice de Paris sont montrés du doigt pour les conditions sordides dans lesquelles ils parquent les détenus. Quant aux zones d'attente, ce sont de véritables prisons pour étrangers, qui y subissent les comportements racistes des policiers. Récemment encore, un homme d'origine turque, pour avoir refusé de se laisser expulser, a été « projeté à terre, frappé à coups de poing au visage, maintenu au sol avec le pied d'un policier sur la gorge, puis sur le thorax puis bâillonné avec du ruban adhésif », à Orly. Une situation scandaleuse et des atteintes à la dignité humaine que la politique sécuritaire et anti-immigrée des gouvernements successifs, y compris celle du gouvernement Jospin, ne peuvent que renforcer.

Laurent MERLET

La pollution à l'ozone

En ce début du mois d'août, il semble que bien peu de villes et même de régions échappent à la pollution à l'ozone.

Les principaux responsables de tout cet ozone intempestif seraient les moteurs des automobiles et des camions : les gaz d'échappement de quelque 40 millions de véhicules, alliés à la chaleur, somme toute normale en été, rendent l'atmosphère irrespirable.

Si c'est vrai, il n'est pas nécessaire d'être savant pour comprendre dans quelle direction chercher des solutions efficaces : il faut tout faire pour favoriser l'usage des transports en commun. Et pour cela, commencer par multiplier les bus, les métros et les tramways dans les agglomérations. Rendre les trains des lignes de banlieues plus fréquents, plus nombreux et

QUI SONT DONC LES VRAIS POLLUEURS ?

plus confortables, ce qui ne relève pas de la prouesse technique pour la SNCF du TGV et du Thalys. Enfin, diminuer considérablement tous les tarifs sinon instaurer la gratuité, meilleure façon de dissuader les automobilistes de rouler.

Mais évidemment, au gouvernement, il n'est pas question de s'engager dans ce sens et on en reste à préconiser des mesures qui apparaissent bien dérisoires, quand elles ne risquent pas d'aboutir à aggraver la pollution.

Il en va ainsi pour les limitations de vitesse en ville. De 50 km/h, il a été décidé de descendre à 30 km/h... avec les risques d'embouteillages et d'émissions de gaz toxiques dues aux moteurs tournant au ralenti. On nous explique

qu'il faudrait aussi faire le plein quand le moteur est froid, afin d'éviter que les vapeurs de carburant se répandent dans l'air. Des Verts souhaiteraient l'instauration de la circulation alternée, ce que le ministère de l'Environnement ne juge pas nécessaire, le seuil d'alerte n'étant pas atteint. Il faut dire que, selon les experts, une telle mesure serait largement inefficace, opinion qui n'est partagée ni par Denis Baupin, adjoint au maire de Paris, ni par Yves Cochet, successeur au poste de Dominique Voynet. Il annonce d'ailleurs des mesures « de dissuasion ou d'incitation à tous les gens qui utilisent leur voiture »... en oubliant les embouteillages déclenchés par de telles dispositions et donc la pollution aux gaz d'échap-

pement qu'ils signifient.

Pourtant, Yves Cochet reconnaissait, dans une interview accordée au journal *Le Monde* du 1^{er} août, que le développement des transports en commun non polluants serait effectivement la solution au problème. Mais c'était pour ajouter immédiatement qu'il s'agissait là d'une solution « à long terme » car « cela demande beaucoup d'investissements et beaucoup de patience ». En somme, on est écolo pour le très long terme et politicien sans efficacité dans le gouvernement pour l'immédiat.

De toute façon, il n'est pas le seul à se préoccuper d'écologie seulement en paroles. L'approche de la période électorale de 2002 soulève bien des vocations écologistes, jusqu'au RPR

et Chirac, dont la récente conversion a été particulièrement remarquée...

Evidemment, pour les uns comme pour les autres, cela n'a rien à voir avec la défense, dans la situation présente, des mesures qui s'imposent. En revanche, ils s'entendent tous fort bien pour sermonner avec un aplomb sans faille ceux qui prennent leur voiture au lieu de la laisser au garage, ceux qui refusent de galérer en multipliant par deux ou par trois leur temps de trajet entre le domicile et le travail, ceux qui optent pour ce que Cochet ose appeler leur « petit confort quotidien » en faisant preuve « d'incivisme » !

En plus de la pollution, dont l'insuffisance notoire des transports en commun est la première responsable, les gouvernants et les politiciens de tous bords voudraient donc nous imposer leurs leçons de prétendu « civisme ».

Mais ce sont tous ces gens-là qui nous polluent la vie et l'atmosphère avec leur politique !

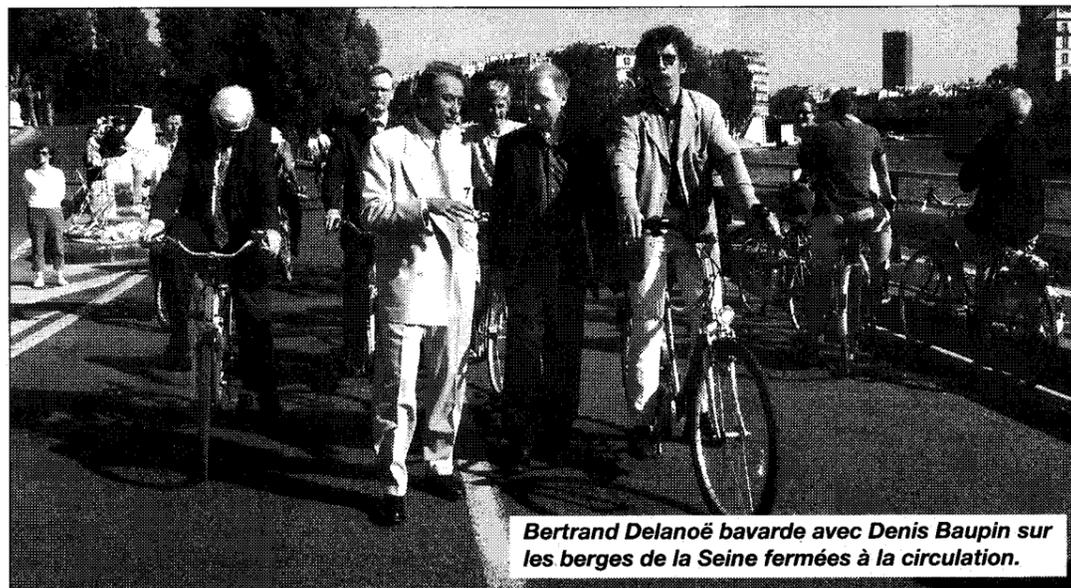
Lucienne PLAIN

Fermeture des voies sur berges à Paris

UNE DÉCISION PEU SOUCIEUSE DU PUBLIC POPULAIRE

Pour ceux qui sont contraints d'utiliser leur voiture pour se rendre sur leur lieu de travail, la période estivale présentait, à Paris, un petit avantage jusqu'à l'année dernière : la circulation était moins dense et la durée des trajets en était sérieusement réduite. Le tollé consécutif à la décision prise par la nouvelle équipe municipale de fermer les voies sur berges de la rive droite à la circulation automobile du 14 juillet au 15 août est quelque peu retombé, mais les problèmes demeurent : les automobilistes se retrouvent dans des embouteillages semblables, sinon pires, à ceux qu'ils rencontrent le reste de l'année dans le centre de Paris, mais aussi avec les inévitables répercussions sur les trajets avec la banlieue.

Celui qui se vante d'avoir eu cette idée, c'est Denis Baupin, l'adjoint Vert à la circulation du nouveau maire socialiste de Paris, Bertrand Delanoë. Pour lui, il ne s'agit pas seulement de permettre aux rollers, aux cyclistes et aux piétons de profiter des bords de Seine, c'est une décision qui doit « frapper les esprits », « c'est la première



Bertrand Delanoë bavarde avec Denis Baupin sur les berges de la Seine fermées à la circulation.

fois qu'on ose s'attaquer aux partisans du tout voiture », c'est une question de « réappropriation de l'espace public ». Ce qui est sûr, c'est que Denis Baupin n'est pas avare de grands mots démagogiques à propos d'une mesure qui a le double avantage de ne rien coûter et de plaire à une partie au moins de

l'électorat écolo-socialiste de la capitale.

Les élus de la majorité parisienne discutent, d'ailleurs, de maintenir la mesure au-delà du 15 août, en fermant les voies sur berges trois jours par semaine : par exemple, le mercredi, le samedi et le dimanche.

Mais Paris n'est pas seule-

ment un lieu de promenade, des millions de Franciliens y circulent quotidiennement pour aller travailler. Au point qu'une élue Verte au Conseil régional d'Ile-de-France, dans une lettre adressée à Denis Baupin, lui a reproché de ne pas mesurer les conséquences de ce genre de décision sur le temps de trajet

des banlieusards, faisant naître « un concept nouveau : celui du vert-caviar ». Elle jugeait cette mesure « un exemple d'écologie partielle, parcellaire et partielle ».

On ne peut mieux définir la politique menée par les élus parisiens en ce qui concerne le problème des transports dans la région parisienne. Alors que celle-ci est au bord de l'engorgement, que la pollution pose des problèmes, pas plus que la droite l'équipe actuelle n'envisage un plan d'ensemble pour développer un réseau de transports en commun rapides, fréquents, confortables et bon marché. A la place, on a droit à des semblants de mesures, qui ne reviennent qu'à léser les uns pour en favoriser d'autres (comme par hasard, le plus souvent les déjà favorisés) et ne résolvent absolument pas le problème global. Le plus clair, cependant, c'est qu'il ne reste plus qu'à culpabiliser la majorité populaire qui n'a souvent pas d'autre choix que de prendre sa voiture, ou à lui rendre la vie impossible.

Olivier NEUVILLE

Irlande du Nord

LES NERVIS LOYALISTES À L'ŒUVRE

Le 30 juillet, en sortant d'une réunion d'un club de l'Association Athlétique Gaélique de Newton Abbey, en Irlande du Nord, un protestant de 18 ans était abattu de plusieurs balles par un commando motorisé. Le même soir, des « bombes-tuyaux » étaient lancées sur une représentation théâtrale organisée dans une Maison pour Tous du nord de Belfast, ne causant que des blessures légères, heureusement.

Ces deux attentats ont plusieurs points communs. L'un comme l'autre ont été revendiqués par les « Red Hand Defenders » (Combattants de la Main Rouge), étiquette utilisée de longue date par les membres de l'un des deux principaux groupes armés protestants, l'UDA (Association de Défense de l'Ulster). Ces deux attentats ont été commis dans des zones « interfaces », à la limite de quartiers pauvres catholiques et protestants. Et l'un comme l'autre ont visé des lieux dans lesquels le fossé entre les deux communautés commence un peu à s'estomper, trois ans après

« l'accord de paix » de 1998.

A vrai dire, n'était le fait qu'il y a eu un mort ce soir-là, le 30 juillet aurait été un jour comme les autres. Car depuis la mi-juin, de tels attentats se produisent chaque jour, parfois de façon indiscriminée dans des lieux publics de ce type, parfois contre les maisons ou véhicules de particuliers, en général des familles mixtes ou protestantes. Et pratiquement chaque soir les cocktails Molotov se mettent à pleuvoir à un endroit ou un autre de Belfast, dans les ghettos pauvres protestants ou leur périphérie.

Derrière tous ces événements on trouve une nébuleuse de groupes paramilitaires protestants, ceux-là mêmes dont la bourgeoisie protestante et les forces britanniques se sont servies pendant des décennies pour faire régner la terreur dans les ghettos catholiques et creuser le fossé entre les classes laborieuses des deux communautés. Or, après de si bons et loyaux services, ces groupes ont été peu à peu écartés du processus de paix et par conséquent des places autour de la mangeoire des

institutions régionales d'Irlande du Nord. Et les dirigeants de ces groupes en sont à contempler avec amertume les politiciens unionistes (partisans du maintien de l'unité avec la Grande-Bretagne) parler au nom de la majorité protestante et occuper tous les postes, tandis que, du côté catholique, Sinn Fein, l'aile politique de l'Armée Républicaine Irlandaise, occupe trois sièges de ministre au gouvernement régional et est en passe de devenir le premier parti catholique sur le plan électoral.

Or, aujourd'hui, les avatars du « processus de paix » et les surenchères entre partis unionistes ont toutes chances de provoquer des élections anticipées dans les deux mois qui viennent. Et les paramilitaires protestants y voient l'occasion ou jamais de chercher à s'imposer de nouveau à la table des négociations en recourant aux seules méthodes qu'ils connaissent, celles de la terreur. D'où une politique visant à offrir comme seul canal au mécontentement créé dans les ghettos protestants pauvres par la dégradation générale des condi-

tions de vie, de prendre leurs voisins catholiques comme boucs émissaires, même s'ils sont aussi mal et souvent bien plus mal lotis. D'où également la guerre à laquelle se livrent ces groupes dans les ghettos protestants afin d'y consolider leurs « territoires » de façon à pouvoir ensuite « vendre » l'influence acquise sur le terrain aux politiciens unionistes, ou même pour des motifs encore moins avouables, tels que le racket des commerçants, voire le trafic de drogues.

Le malheur, c'est qu'il n'existe aucune force politique capable ou prête à offrir une perspective qui permettrait de neutraliser ces nervis pour qui la vie ne vaut pas cher. On ne peut rien attendre évidemment de l'Etat britannique, après toutes ces années d'occupation militaire et de répression, ni des politiciens qui lui sont liés. En fait, la seule force politique qui dispose d'une base sociale assez importante dans les ghettos pour faire pièce aux surenchères des nervis loyalistes est Sinn Fein.

Mais il n'y a pas si longtemps

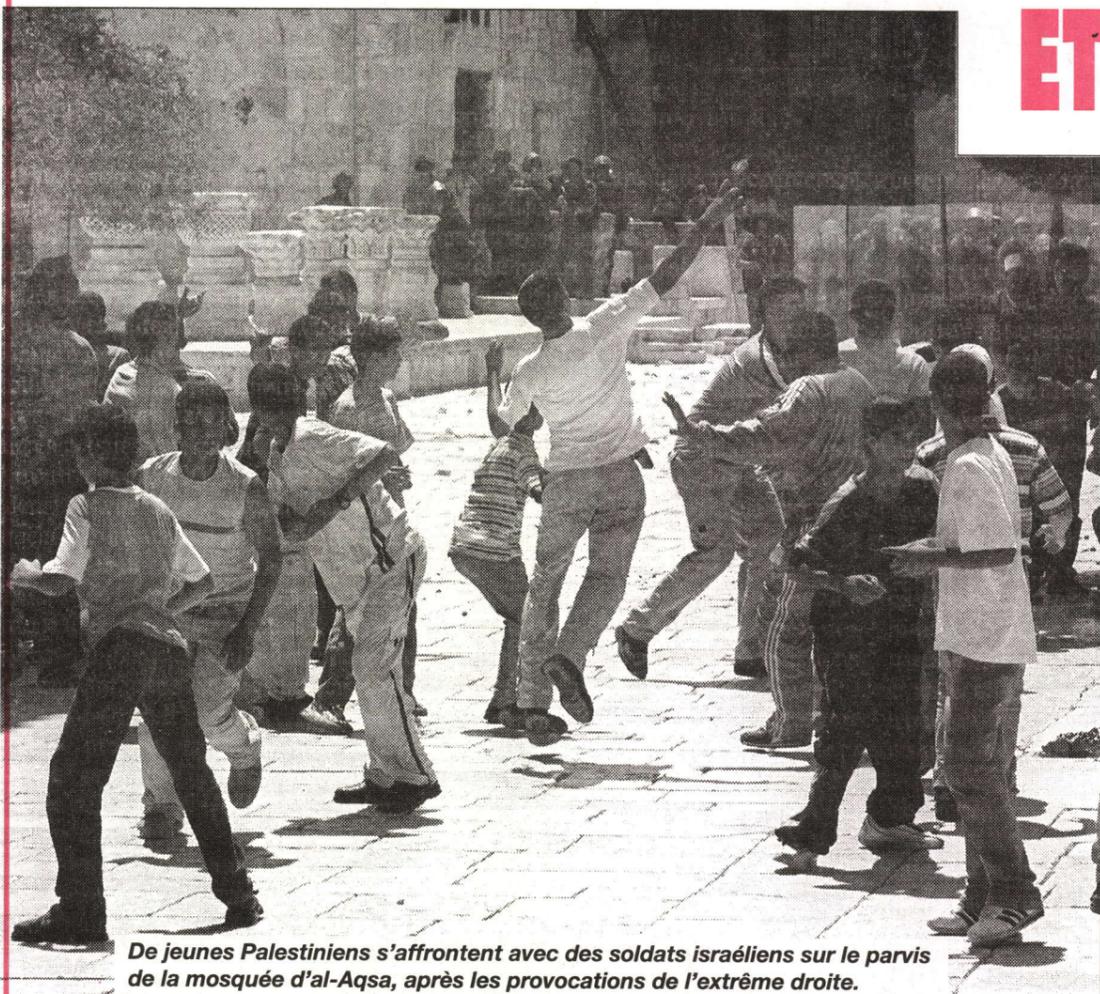
que l'IRA recourait encore à des méthodes aussi révoltantes que celles des paramilitaires loyalistes. Et puis les choix politiques de Sinn Fein sont ceux d'une organisation nationaliste petite-bourgeoise. Une organisation qui brille par son respect pour les institutions, celles mises en place par Londres lors de « l'accord de paix » comme celles de l'Eglise catholique. Et surtout une organisation qui refuse de s'adresser aux travailleurs protestants qu'elle considère avec mépris comme la clientèle des partis unionistes. Tout cela n'a fait que lui aliéner la population laborieuse protestante, y compris sa fraction non négligeable qui se sent exploitée avant de se sentir protestante.

Or c'est d'abord sur leur propre terrain que les nervis loyalistes devront être combattus pour pouvoir les neutraliser, c'est-à-dire dans les ghettos protestants eux-mêmes. Mais pour couper l'herbe sous le pied des loyalistes, encore faudra-t-il convaincre les masses pauvres protestantes qu'elles ont plus à gagner à joindre leurs forces à celles de leurs voisins catholiques qu'à se laisser dresser contre eux par des démagogues ou des gangsters à la gâchette facile. Et il n'y a qu'un seul terrain sur lequel cela peut se faire, celui de la défense des intérêts sociaux des classes pauvres.

François ROULEAU

Israël - Palestine

PROVOCATIONS DE L'EXTRÊME ET COMPLAISANCE DU



De jeunes Palestiniens s'affrontent avec des soldats israéliens sur le parvis de la mosquée d'al-Aqsa, après les provocations de l'extrême droite.

Huit Palestiniens, dont deux enfants, ont été tués le 31 juillet, lors du bombardement d'un immeuble de Naplouse par des chars israéliens. C'est l'une des opérations les plus meurtrières menées par l'armée israélienne depuis le début de l'Intifada. Ce raid a fait monter la tension d'un cran, d'autant qu'il intervient après d'autres provocations. Ainsi dimanche 29 juillet, à Jérusalem, une manifestation palestinienne a été violemment réprimée par la police israélienne. Parmi les manifestants, il y a eu 25 blessés, dont un grave et 30 arrestations. Cette manifestation répondait à une cérémonie organisée au même moment par des extrémistes religieux israéliens, les Fidèles du mont du Temple, pour poser, à quelques centaines de mètres de l'esplanade des Mosquées, la première pierre d'un temple juif détruit... par les Romains en l'an 70. Cette cérémonie a été prise pour ce qu'elle

était par les manifestants palestiniens, c'est-à-dire une provocation.

Déjà, la visite sur l'esplanade des Mosquées de l'actuel Premier ministre israélien Sharon, alors chef de l'opposition de droite, fin septembre 2000, avait servi de détonateur à la nouvelle Intifada, cette révolte des jeunes Palestiniens qui affrontent avec des pierres l'équipement moderne de l'armée israélienne. Le Premier ministre travailliste de l'époque, Barak, s'était rendu complice de la provocation de Sharon en autorisant sa visite. La cérémonie du dimanche 29 juillet a elle aussi été autorisée par les plus hauts sommets de l'appareil d'Etat israélien puisque la Cour suprême avait accepté sa tenue. La police avait été mobilisée pour protéger les quelques dizaines de militants juifs intégristes qui y participaient et, quand des pierres et des bouteilles ont commencé à tomber sur ces derniers, les policiers s'en sont pris

Macédoine

L'ENGRENAGE DE LA GUERRE ?

En s'emparant facilement dans la nuit du 24 au 25 juillet de Tetovo, une ville de plus de 100 000 habitants située au nord-ouest de la Macédoine, dans une région à majorité albanophone, avant de s'en retirer au terme d'un accord avec les représentants de l'OTAN, les rebelles de l'UCK de Macédoine ont non seulement fait la démonstration de leurs capacités sur le plan militaire, mais également sur le plan politique.

En quelques mois, depuis qu'elle a commencé à se manifester, venant du Kosovo voisin, à la mi-février 2001, la petite armée de libération nationale albanaise aura su trouver un écho au sein de la population albanopho-



Macédoniens albanais fuyant leur village de Matejce, chassés par les forces gouvernementales.

ne de Macédoine, et s'imposer en tant qu'interlocuteur de fait des Occidentaux, même si le gouvernement macé-

donien ne veut pas entendre parler de négociations avec ceux qu'il considère comme des « terroristes ».

rébellion se renforce, se sentent menacés. D'autant que dans les villages qu'ils contrôlent, les partisans de l'UCK sèment la terreur et poussent les non-Albanais à l'exode.

Tous les éléments sont donc réunis pour qu'après la Bosnie et le Kosovo, la Macédoine bascule à son tour dans les horreurs d'une guerre à caractère ethnique.

Face à cette situation, les dirigeants occidentaux, qui ont jusque-là eu pour position officielle de défendre la stabilité du gouvernement macédonien, font mine de chercher une solution politique. Représentés pour les Européens par François Léotard, ils prétendent patronner des pourparlers de paix, réunissant les quatre grands partis politiques en présence du président, Boris Trajkovski. Leur position est évidemment d'autant plus embarrassée qu'à travers l'OTAN, ils étaient intervenus militairement au Kosovo en défense de la population albanophone contre la Serbie de Milosevic, et qu'ils avaient même largement patronné l'UCK kosovare...

Aujourd'hui, les nationalistes slavo-macédoniens s'alimentent au ressentiment contre la « trahison » des dirigeants occidentaux, ils manifestent et s'attaquent à leurs ambassades, en les accusant de complicité avec l'UCK de Macédoine, ses supposés projets de « Grande Albanie », etc.

En fait, les grandes puissances impérialistes ne font qu'alimenter les nationalismes de tous bords. Elles sont bien loin d'être en mesure d'impulser quelque règlement durable que ce soit de la crise et du démembrement de l'ex-Yougoslavie.

Tout ce que les dirigeants impérialistes envisagent, au mieux sans doute, pour éviter l'implosion dans le sang de la Macédoine à son tour, ce serait un accord bricolé entre les parties macédoniennes antagonistes qui leur permettrait d'instaurer un contrôle militaire par les forces de l'OTAN sur la Macédoine, comme c'est déjà le cas au Kosovo (et en Bosnie).

Mais même cela n'est pas acquis. Ne serait-ce que parce les négociations actuelles n'incluent pas la force combattante de l'UCK. Il suffisait d'écouter les propos embarrassés de Léotard, interrogé lundi 30 juillet sur France-Inter, pour comprendre que ses mandants ne croient guère eux-mêmes à ces « négociations de la dernière chance ».

Le fossé que les grandes puissances ont contribué à creuser entre les deux composantes de la population macédonienne risque de plus en plus de dégénérer en une guerre civile totale, dont les peuples, une fois encore, paieront le prix fort.

Roger MEYNIER

Cela étant, cet événement confirme surtout que la Macédoine, dernière des républiques nées du démembrement de l'ex-Yougoslavie, est à son tour sur le point de s'enfoncer dans une guerre civile qu'alimentent des problèmes nationaux non résolus. La désintégration de l'ex-Yougoslavie n'est pas encore terminée.

Si la Macédoine est officiellement multiethnique, la fraction albanophone, qui représente entre 25 et 35 % de la population totale, a de bonnes raisons de s'estimer victime de discrimination, voire d'oppression. Et la violence déployée par les forces gouvernementales, composées presque exclusivement de Slaves macédoniens, notamment lors de bombardements aveugles sous couvert de lutte contre la guérilla de l'UCK, n'a fait qu'amplifier le sentiment d'insécurité des Albano-macédoniens.

Dès lors, en se présentant comme les protecteurs des Albanais de Macédoine, les nationalistes de l'UCK ont rencontré une certaine sympathie au sein de la population, et même recruté de nouveaux combattants. Au point de pouvoir aujourd'hui prendre en quelques heures le contrôle d'une ville importante comme Tetovo ou de s'infiltrer jusque dans la banlieue de Skopje, la capitale, comme ils l'ont fait en juin dernier.

Mais parallèlement à cette montée en puissance du nationalisme albanais, on assiste également au développement du nationalisme chez les Slaves de Macédoine qui, à mesure que la

Pourtant les gouvernements israéliens successifs portent une grande part de responsabilité dans ces agissements. En effet, la politique ininterrompue de colonisation, le soutien intangible aux colons encourageant de telles attaques.

Ces attentats ne peuvent qu'exaspérer la colère des Palestiniens, victimes de brimades de toutes sortes, de répressions violentes et parfois sanglantes, de l'accroissement de la misère. Ils risquent de jeter ceux qui n'y sont pas encore dans les bras des organisations palestiniennes les plus réactionnaires, les plus antijuives. C'est le but de ces groupes d'extrême droite israéliens de creuser un fossé de sang entre les communautés. Et le gouvernement Sharon se sert de cette situation pour justifier, auprès de sa population, la poursuite de la guerre.

Le G8, réuni à Gênes, a entériné, le 21 juillet, l'idée d'une mission de surveillance au Proche-

Orient qui aurait pour but de garantir la cessation des violences en Israël et en Palestine, en y installant des observateurs de l'ONU. Yasser Arafat, le dirigeant de l'Autorité palestinienne, s'est immédiatement félicité de cette initiative. Mais, outre que cette mission n'est pas près de voir le jour puisque les dirigeants israéliens y sont hostiles, les Palestiniens ne peuvent pas compter sur les grandes puissances et en particulier sur la première d'entre elles, les Etats-Unis, dont Israël est l'allié dans la région. La seule force qui peut contraindre le gouvernement israélien à faire des concessions, c'est la population palestinienne elle-même, sa mobilisation, sa révolte. Les combats quotidiens avec l'armée ou la police israéliennes montrent qu'après dix mois d'affrontements et plus de 500 morts, elle n'a perdu ni sa détermination ni son courage.

Olivier NEUVILLE

LA DROITE DU GOUVERNEMENT SHARON

aux manifestants palestiniens à coups de bâton et de crosse.

Ces événements ont lieu alors que des groupes d'extrême droite israéliens multiplient les agressions contre des Palestiniens. Le jeudi 19 juillet, par exemple, la voiture d'une famille palestinienne d'Hébron, revenant d'un mariage, a été la cible de tirs tuant trois occupants de la voiture, dont un nourrisson de trois mois, et blessant les quatre autres. Cet assassinat a été revendiqué par un groupe qui se fait appeler « Comité pour la sécurité des routes » et compterait des colons d'extrême droite.

Cet assassinat a provoqué une indignation dans une partie de la population juive d'Israël, mais les autorités israéliennes, elles, n'ont exprimé que des regrets de pure forme. Le président israélien, Moshe Katzav, n'a rien trouvé de mieux à dire que « personne ne doit se faire justice soi-même ».

Argentine

VERS UNE CRISE SOCIALE?

Pris entre les nouvelles mesures d'austérité adoptées par le gouvernement, les effets de la crise économique et les menaces de dévaluation du peso et de retour de l'inflation, les travailleurs argentins voient leurs conditions de vie se dégrader chaque jour davantage.

Le récent plan d'austérité, le septième lancé par le gouvernement depuis décembre dernier, prétend arriver au « déficit zéro » d'ici la fin de l'année. Et pour cela il réduit les dépenses sociales, surtout pour l'éducation et la santé, et rogne les salaires des fonctionnaires et les pensions des retraités.

On discute encore, dans les milieux politiques et financiers, du niveau de reve-

nus à partir duquel le couperet tombera : 500 ou 1 000 pesos par mois (3 750 ou 7 500 F)? Mais la population laborieuse sait bien que, quel que soit le niveau de ses revenus, c'est elle qui est dans la ligne de mire. C'est sur elle que l'austérité va s'abattre, et pas sur les riches, qui échappent de toute façon à tout contrôle, comme toujours.

La misère s'étend de façon alarmante. 17% des travailleurs sont au chômage, et 20% seraient touchés par le chômage partiel. 40% de la population est en dessous du seuil de pauvreté (160 pesos, 1 200 F par mois). 25% sont même en dessous du seuil d'indigence de 67 pesos (500 F). Les mutuelles, que le chômage prive de coti-

sations, assurent de moins de moins le remboursement des médicaments et des frais d'hospitalisation, en particulier des retraités. Les malades se retrouvent alors chassés des pharmacies et des cliniques, à moins de pouvoir payer cash. Les petits boulots, la mendicité s'accroissent. La délinquance aussi, avec les « séquestrations express », à seule fin de dépouiller quelqu'un.

La riposte des syndicats n'est guère vigoureuse. Solidaires au fond des dirigeants politiques, ils se contentent, à chaque plan d'austérité, d'organiser une journée symbolique de grève générale. Mais, frappées directement par les coupes budgétaires, les universités menacent de ne pas reprendre

les cours cette semaine, à la fin des vacances de l'hiver austral.

La résistance populaire s'organise tant bien que mal. Le mouvement des coupeurs de route, les piqueteros, s'amplifie et a réuni un congrès national le 24 juillet. Il a annoncé le blocage, ce mardi 31 juillet, de plus de cinquante villes dans tout le pays. La police lancée contre eux a déjà fait des morts (voir LO 1721 du 6 juillet 2001). Mais ce n'est pas cela qui dissuadera tous ces sans-ressources, souvent sans logis, de couper les routes ou de déclencher des émeutes pour obtenir des moyens de survivre.

Les économistes, les patrons et les banquiers, argentins et impérialistes, peuvent bien se disputer sur la meilleure façon de sauver leur économie de la crise. Ils sont tous d'accord pour faire payer encore les travailleurs, spoliés par l'hyperinflation et les privatisations sauvages, et exploités toujours. Certains membres de la majorité gouvernementale affichent maintenant des états d'âme, devant le mécontentement de leurs électeurs. Tout comme certains journalistes et observateurs, ils semblent redouter une réaction des couches populaires et une crise sociale. Souhaitons que leurs craintes se vérifient.

Vincent GELAS

Indonésie

36 ans après le putsch de Suharto

LES USA RECONNUS COMPLICES DES ASSASSINS

Des documents d'Etat, récemment publiés par une université américaine, révèlent que les autorités indonésiennes se sont servies de listes établies par l'ambassade américaine à Jakarta lors des massacres qui suivirent le putsch de Suharto en 1965. Ils montrent également que les assassins, qui firent entre 500 000 et un million de victimes, principalement parmi les membres et les sympathisants du Parti Communiste Indonésien, ont été financés directement par le budget américain.

Cela ne fait que confirmer ce que l'on pensait depuis longtemps : le bain de sang perpétré par l'armée indonésienne, après qu'elle eut renversé le régime populiste de Sukarno, avait été organisé avec la complicité de la CIA et du gouvernement américain. D'ailleurs, à l'époque, l'impérialisme salua l'événement avec satisfaction.

L'impérialisme et plus particulièrement les Etats-Unis avaient vu avec inquiétude la montée en puissance du Parti Communiste Indonésien et le développement de relations étroites entre l'Indonésie et la Chine. Or ce pays jouait un rôle clé dans cette région du monde, sur le plan politique – du fait de l'importance de sa population et de ses nombreuses ethnies comme sur le plan économique – du fait qu'il fournit de nombreuses matières premières aux pays riches.

Les intérêts en jeu étaient trop importants pour que l'impérialisme américain prenne le risque de voir l'Indonésie glisser hors de sa sphère d'influence. Et cela quel qu'en soit le coût en vies humaines.

Un massacre de plus à ajouter sur la longue liste des crimes commis dans le monde et dans l'histoire pour préserver les intérêts du capitalisme.

R. M.

Corée du Nord

LA FAMINE AGGRAVÉE PAR LE GOUVERNEMENT

Une enquête menée par Médecin sans frontières, et publiée dans le journal *Libération* du 30 juillet, révèle que la famine qui sévit depuis plusieurs années en Corée du Nord est amplifiée par le gouvernement, l'armée, les services secrets qui détournent à leur profit l'essentiel de l'aide alimentaire fournie par un organisme de l'ONU.

« Les Mercedes de l'élite nord-coréenne sillonnent Pyongyang, tandis que les citoyens ordinaires en sont réduits à creuser les pelouses des boulevards à cinq voies, à la recherche de racines et d'herbes comestibles. Le système de distribution public, dont dépendent les trois quarts de la population, ne fournit de rations qu'aux dates importantes, tels les anniversaires de Kim Il-Sung ou Kim Jong-Il, et laisse les gens se débrouiller le reste du temps », rapporte entre autres exemples Fiona Terry, de MSF.

Qu'un gouvernement détourne une partie de l'aide humanitaire pour son profit n'est certes pas propre à la Corée ni même aux régimes de dictature. Dans nos pays dits démocratiques, les détournements de fonds publics pour alimenter les profits de quelques-uns sont monnaie courante. Quant aux pays donateurs, notamment les Etats-Unis, le Japon et la Corée du Sud, les principes humanitaires entrent peu en ligne de compte dans la fourniture de l'aide : ils craignent une révolte des masses ou, comme le souligne la représentante de MSF, « une implosion du régime qui pourrait conduire à une action militaire ou provoquer une hémorragie de réfugiés ».

Du fait de la famine et de la corruption du régime, trois millions et demi de Nord-Coréens (sur vingt-trois) seraient morts entre 1995 et 1998. Ce nombre est certainement loin d'être définitif.

M. L.

Espagne

AU PAYS BASQUE, UN NOUVEAU GOUVERNEMENT, DE NOUVEAUX ATTENTATS

Avec la mise en place du nouveau gouvernement basque, issu des élections au Parlement régional de mai dernier, les actions terroristes de l'ETA ont connu de nouveaux développements au cours du mois de juillet.

Le 10 juillet, le jour précédant l'investiture du nouveau président du gouvernement basque, Ibarretxe, du Parti Nationaliste Basque (PNV), l'ETA a assassiné un policier à Madrid. Le 14 juillet, le jour où Ibarretxe prêtait serment, on assassinait un conseiller de Navarre, membre de l'Union du Peuple de Navarre (UPN), groupe politique situé à la droite du Parti Populaire d'Aznar, le parti au gouvernement en Espagne, ainsi que, par ailleurs, un membre de la police basque, affilié au syndicat nationaliste basque ELA, syndicat lié au PNV, qui, majoritaire dans le gouvernement basque, contrôle la police basque.

Le 24 juillet, une militante supposée de l'ETA se tuait en manipulant une bombe dans une localité près d'Alicante, et l'explosion faisait sept blessés, dont quatre enfants. Le 27, la destruction d'une succursale de banque dans le centre de Barcelone faisait trois blessés. La veille, on avait découvert une voiture piégée placée dans l'aéroport de Malaga. Cette fois, l'ETA vise plus particulièrement des centres touristiques.

Sortie plus isolée des dernières élections au Parlement basque, Herri Batasuna (aujourd'hui Batasuna), l'aile politique de l'ETA, a vu sa représentation diminuée. Le gouvernement de Madrid a continué néanmoins de faire pression sur les nationalistes modérés au pouvoir pour qu'ils mettent l'ETA au ban de la vie politique et a pris ainsi le risque délibéré d'accu-

ler l'ETA à un durcissement de ses actions terroristes.

Cela dit, cette intransigeance des gouvernements successifs de l'Etat espagnol ne justifie nullement le choix fait à nouveau par les dirigeants de l'ETA de multiplier les attentats criminels et de prendre le risque de tuer n'importe où, n'importe quand, touristes, travailleurs, passants. Ils entendent par cette politique démontrer qu'ils sont une force incontournable. Ils y parviendront peut-être, mais leur lutte n'a rien à voir avec un combat pour plus de liberté, plus de justice, ni au Pays Basque ni dans le reste de l'Espagne.

Faire pression sur les nationalistes modérés au pouvoir

Depuis la fin de la trêve en décembre 1999, l'ETA a assassiné 34 personnes. Ce n'est pas la première fois que l'ETA déclenche une vague d'attentats, mais dans ce cas il apparaît que son intention la plus visible est de faire pression sur le PNV, dont l'ETA considère la politique comme trop modérée par rapport à la « construction nationale d'Euskadi » – c'est d'ailleurs ce qui fut le motif de la rupture de la trêve. Et aussi de démontrer que, malgré l'important recul électoral de la coalition nationaliste indépendantiste liée à l'ETA, qui se présentait sous le nom d'Euskal Herritarrok (elle a perdu plus de 7% de ses voix et la moitié de ses députés par rapport aux élections de 1998, qui avaient lieu en pleine trêve de l'ETA), l'ETA, elle, reste malgré tout bien présente et que l'on doit toujours compter avec elle.

Les élections du gouvernement autonome basque de mai dernier, malgré une campagne fortement polarisée, ont abouti à un net succès de la coalition nationaliste modérée PNV-EA (Eusko Alkartasuna), face aux partis nationaux, Parti Populaire et PSOE (le Parti Socialiste espagnol), qui avaient mené une campagne fortement antinationaliste. Il est possible que la coalition PNV-EA ait bénéficié du vote « utile » de larges secteurs de la population basque, craignant le triomphe du Parti Populaire, et d'une partie des électeurs de Euskal Herritarrok lassés du terrorisme de l'ETA.

Quoi qu'il en soit, la large

victoire électorale du PNV a renforcé sa position face au gouvernement de Madrid, mais également face au nationalisme radical, en lui permettant une plus grande marge de manoeuvre pour rechercher des appuis aussi bien auprès du PSOE, lui-même amoindri par son échec électoral, qu'auprès d'Izquierda Unida (la coalition électorale du Parti Communiste Espagnol), disposée à entrer dans le gouvernement nationaliste, ou même auprès de Batasuna, fragilisée sur le plan parlementaire et disposant de beaucoup moins de moyens pour arbitrer le gouvernement basque que dans la législature précédente.

Le renforcement de sa position a permis au PNV de développer ses calculs politiques traditionnellement ambigus. Pendant la campagne électorale et avant l'investiture de Ibarretxe, la coalition PNV-EA insistait sur le droit à l'autodétermination, mais dans son discours d'investiture Ibarretxe a été beaucoup plus modéré. Il a édulcoré les références à l'autodétermination, en même temps qu'il présentait le Parlement basque comme le lieu pour développer une politique de « pacification et de normalisation de Euskadi ». En même temps, il se fixait comme objectif le développement complet du statut d'autonomie, et quel que soit le chan-

gement ou le dépassement du statut actuel d'autonomie, cela devait se faire dans le cadre légal établi. Dans le même discours, il a annoncé une politique plus dure face à l'ETA, impliquant de façon plus décisive la police basque en même temps qu'une plus grande collaboration avec la police espagnole.

Une rencontre entre Ibarretxe et le chef du gouvernement José Maria Aznar est d'ailleurs prévue le 31 juillet.

Il est très probable que l'ETA, à travers ces derniers attentats, cherche à avertir le PNV des conséquences qu'entraîneraient une rupture de sa part avec le nationalisme radical et un rapprochement avec le pouvoir central. Dans une interview récente publiée dans les journaux, Gara et Egunkaria, les porte-parole de l'ETA ont averti la coalition PNV-EA qu'elle doit utiliser son succès électoral pour approfondir la souveraineté de l'Etat basque et rompre avec le cadre du statut d'autonomie.

De son côté, le gouvernement central continue de ne pas chercher une solution politique au problème basque et continue de défendre encore et toujours la solution répressive, une voie dans laquelle il tente d'entraîner le PNV pour en finir avec l'ETA. Pour le Parti Populaire,

le problème basque n'existe pas, il n'y a qu'un problème de terrorisme et toute concession politique au nationalisme rest; pour le gouvernement d'Aznar une concession au terrorisme, au point qu'il refuse la révision du statut d'autonomie que propose Ibarretxe.

La polarisation sur la question nationale que les uns et les autres cultivent permet de faire passer au second plan les problèmes sociaux et concrets de la population basque et espagnole, au point que Aznar, le chef du gouvernement, s'est permis de dire que le seul problème qui existe en Espagne, c'est celui du terrorisme.

Il est certain que tous les gouvernements centraux refusent systématiquement de satisfaire le sentiment national d'une grande partie de la population basque, et qu'ils répriment constamment le nationalisme radical.

Mais de leur côté, les dirigeants de l'ETA, avec ces attentats sanglants dirigés vers le PNV, creusent consciemment un fossé entre les nationalistes et le reste de la population basque, et entre le peuple basque et la population des autres régions d'Espagne.

B. S.



Manifestation anti-ETA après l'assassinat d'un conseiller de l'UPN, le 14 juillet dernier, en Navarre.

AFP / EPA / EFE / Cristina Abadía

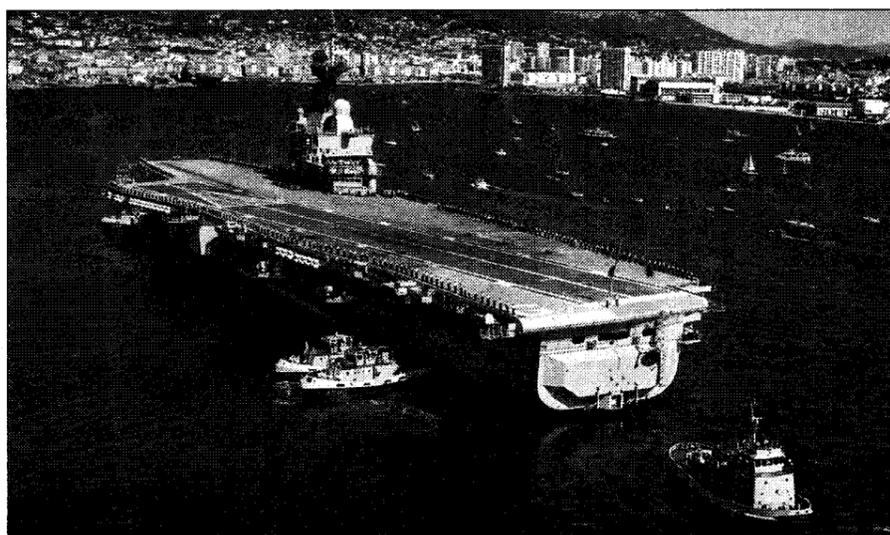
Des milliards pour l'armement

QUEL GÂCHIS!

Une nouvelle loi de programmation militaire a été adoptée lors du Conseil des ministres du 31 juillet. Chirac et Jospin sont parfaitement d'accord et 87,5 milliards de francs par an, dont environ 18 milliards pour l'armement nucléaire, devraient ainsi financer pendant six ans, à partir de 2003, la construction d'équipements militaires divers. Autant de milliards qui pourraient être utilisés de façon autrement plus utile pour améliorer des services publics comme les transports, les hôpitaux ou l'Education nationale, mais qui vont aller s'engloutir dans des engins de morts, pour le plus grand profit des marchands de canons.

Pourtant, les militaires ne sont, paraît-il, contents ni du montant des sommes allouées – trop faibles – ni des priorités indiquées – le nucléaire.

Chirac a toujours été un fervent du nucléaire et on se souvient de la façon dont, en 1995, à peine élu, il avait annoncé la reprise des essais nucléaires en Polynésie, essais suspendus depuis 1992. En juin dernier, devant un parterre d'experts de la « défense nationale », il répétait que « notre sécurité est avant tout garantie par la dissuasion nucléaire » et qu'en conséquence, le nucléaire devait revenir au goût du jour. Cet avis est loin de faire l'unanimité chez les militaires eux-mêmes et certains états-majors considèrent que « la force nucléaire n'est plus adaptée (...) à nos hypothétiques adversaires potentiels »... Certains préféreraient donc que l'argent soit dépensé de



AFP / Boris Horvat / Marine nationale

façon plus conventionnelle, par exemple en commandes à Dassault d'avions de combat Rafale plutôt qu'en construction de missiles à têtes nucléaires. Avec le prix d'un seul d'entre eux, gémissent certains militaires, on pourrait se payer deux nouveaux porte-avions... ce qui, selon eux, ne serait pas un mal alors que le seul porte-avions existant, nucléaire justement, le Charles-de-Gaulle, n'a cessé d'avoir des avaries et qu'il a toujours besoin de longs mois d'immobilité pour entretien et révision de ses chaudières nucléaires, quand il ne perd pas son hélice ! Evidemment, comme « force de dissuasion » même si les adversaires ne sont qu'« hypothétiques » et « poten-

tiels », ce n'est pas terrible.

En attendant, au gouvernement, tous semblent parfaitement d'accord pour dépenser l'argent public en armements plus ou moins sophistiqués, nucléaires ou pas. Car depuis le début de la préparation de cette loi de programmation militaire, en chantier depuis janvier 2000 paraît-il, on n'a guère entendu les ministres PCF (sans parler des Verts) du gouvernement dénoncer la politique qu'elle signifie. Aujourd'hui que la loi est adoptée, et quelques réserves verbales avant de s'aligner sur Chirac et Jospin mises à part, c'est toujours le silence.

L. P.

Immigrés algériens

NOUVEL ACCORD SUR LEUR STATUT

Un accord concernant le statut des Algériens en France vient d'être signé entre la France et l'Algérie, jeudi 11 juillet. Il revient sur le précédent accord, datant de 1968, et aligne les droits des Algériens sur ceux des immigrés d'autres nationalités.

En 1962, les accords d'Evian qui mettaient fin à la guerre d'Algérie instauraient aussi la libre circulation des Algériens sur le territoire français. Six ans plus tard, cette mesure était supprimée ; cependant les Algériens, dont l'immigration était encouragée par le gouvernement français car l'industrie avait besoin de main-d'œuvre, bénéficiaient d'un statut privilégié par rapport aux autres immigrés. Mais au fil des ans, les assouplissements apportés à la législation sur les étrangers n'avaient pas concerné la communauté algérienne qui, ayant un statut privilégié au départ, se retrouvait alors plus désavantagée et, depuis des années, les associations de défense des immigrés réclamaient l'égalité des statuts.

Cet avenant au précédent accord modifie donc des dispositions antérieures. Ainsi, les parents d'enfants français pourront bénéficier d'une carte « vie privée et familiale » d'un an, convertible en carte de dix ans, alors que les accords précédents ne

prévoient pas de leur accorder de titre de séjour, même s'ils n'étaient pas expulsables. La régularisation des sans-papiers pourra se faire au bout de dix ans de présence en France, et non plus quinze. Les conjoints de Français pourront demander une carte de résidence avec un visa touristique, et non plus de long séjour ; en revanche, leur carte ne sera valable qu'un an au lieu de dix. Quant aux étudiants, ils pourront travailler à mi-temps sans autorisation particulière.

Si les Algériens perdent par ce texte certains « privilèges » (notamment le droit de faire venir plusieurs épouses en France ou la possibilité de regroupement familial dès leur arrivée au lieu d'attendre un an), il met fin cependant à quelques injustices. Ou plutôt, il mettra fin car, contrairement aux accords de 1968, il va falloir attendre que les Parlements des deux pays votent ce texte et, en France, aucune date n'a encore été fixée pour le dépôt du projet de loi...

Marianne LAMIRAL

Conditions de rétention des sans-papiers

LE MÉPRIS DES GOUVERNANTS POUR LES PAUVRES DU MONDE

La Cimade, organisme officiellement chargé depuis 1984 de l'accompagnement social et juridique des étrangers en situation irrégulière « retenus » dans des centres, a publié un rapport dont la presse vient de donner des extraits et qui fait l'état des lieux des centres qu'elle a pu visiter, soit la moitié de ceux existant sur le territoire national. C'est éloquent.

La Cimade juge, par exemple, que « des aménagements et des moyens importants sont nécessaires (...) afin d'améliorer les conditions matérielles jusqu'à un seuil acceptable ». Au manque d'hygiène, à l'exiguïté des locaux, s'ajoutent souvent des aménagements non adaptés qui ne permettent pas de séparation entre les hommes et les femmes, ce qui, souligne le rapport, « est souvent mal vécu par les femmes ». Dans certains de ces centres, comme à Rivesaltes, les sans-papiers ne sont pas maîtres de leurs mouvements : « Dès que les étrangers sortent de leur chambre le matin, ils sont pris en charge par le service de garde qui les surveille dans tous leurs mouvements. Les heures de promenade dans la cour sont programmées ; le moment de fumer également ». Ce qui fait dire aux auteurs du rapport que « paradoxalement, la rétention administrative, qui devrait amener des conditions de privation de liberté plus souples

et adaptées que la prison, est vécue plus durement que le milieu carcéral ». Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que le rapport dénonce aussi le manque d'information fournie aux sans-papiers sur leurs droits et sur leur avenir proche (date d'audience au tribunal, date de départ du centre).

Mais la liste des irrégularités relevées par le rapport n'est certainement pas exhaustive car dans de nombreux centres, il n'a pas été permis à ses auteurs d'« enquêter » sans la présence permanente de policiers à leurs côtés, sans parler des centres dont l'accès leur est tout simplement interdit « sauf cas exceptionnel »... Ce manque de transparence n'est d'ailleurs pas un problème pour le gouvernement puisqu'un projet de décret interministériel visant à retirer l'accès de ces centres à la Cimade était étudié en septembre 2000 et que d'après cette dernière, il n'aurait été rejeté que sous l'action de diverses associations.

Pour les sans-papiers, que le gouvernement soit de droite ou de gauche, l'Etat présente le même visage, celui de la répression et du « non-droit ». Alors que l'urgence serait de supprimer ces établissements barbares et de régulariser tous les sans-papiers.

Catherine LEPIN

AOM-Air Liberté

CE N'EST PAS AUX SALARIÉS DE PAYER

Le tribunal de commerce de Créteil a pris la décision, vendredi 27 juillet, de confier l'avenir d'AOM-Air Liberté à l'entreprise, nouvellement créée, Holco. A la tête de cette entreprise repreneuse se trouve un ancien pilote d'Air France, Jean-Charles Corbet. Ancien dirigeant du Syndicat National des Pilotes de Ligne (SNPL), il avait négocié avec la direction d'Air France un accord mettant fin à la grève des pilotes, en 1998 : les syndicats acceptaient un gel des salaires sur sept ans et une diminution des rémunérations en échange d'actions. Voilà qui préfigurait les mesures annoncées dans son plan actuel.

Le plan de reprise que certains journaux, mais aussi le ministre des Transports, Jean-Claude Gayssot, acclament, se traduit en fait par près de 1 800 suppressions d'emplois (sur

les 4 500 restants), par une baisse de 10 % du salaire des pilotes et mécaniciens navigants (en échange d'actions de la future entreprise) et enfin, par le blocage pendant trois ans des salaires des personnels au sol. Voilà ce que certains osent appeler un sauvetage, en déclarant que « le pire a été évité »... en tout cas, pas pour les 1 800 salariés qui perdront leur emploi. Et en réalité, même la survie des 2 700 emplois restants n'est pas vraiment garantie, vu les problèmes financiers qui se profilent à très court terme.

Et tout cela, parce qu'à aucun moment, il n'a été réellement question de faire payer les responsables de cette situation, à savoir les deux groupes actionnaires : SwissAir d'une part et le groupe de Seillière, Marine-Wendel, d'autre part. SwissAir a annoncé qu'elle céderait 1,3 milliard mais

à la condition qu'AOM-Air Liberté renonce à toute action judiciaire à l'encontre des deux actionnaires. Quant au groupe de Seillière, il ne déboursa rien !

« Ce n'est pas cher payé » a déclaré Gayssot. C'est le moins que l'on puisse dire ! Mais ni lui en particulier ni le gouvernement Jospin en général n'ont fait le nécessaire pour qu'il en soit autrement. Les deux grands groupes ont cherché la bonne affaire en investissant des capitaux dans le groupe AOM-Air Liberté. Voyant que les bénéficiaires escomptés n'étaient pas au rendez-vous, ils se retirent, à moindres frais, pour réinvestir leurs capitaux dans des opérations qu'ils jugeront plus juteuses. Et tant pis si leur « aventure » entraîne la suppression de 1 800 emplois : ils s'en lavent les mains ! C'est ce

que le gouvernement a totalement laissé faire. Le PDG de SwissAir peut dès lors, rassuré, tranquillement conclure : « Cette décision (celle du tribunal de Créteil) met un point final à notre stratégie de retrait ordonné sur le front de nos participations en France ».

En fait, il y a un point qui a poussé toutes ces parties à s'entendre rapidement, de Holco à SwissAir ou Marine-Wendel, en passant par le gouvernement, c'est la crainte que la colère des employés d'AOM-Air Liberté n'explose en plein été, au moment où le transport aérien est le centre de pas mal d'intérêts financiers (par exemple, le Club Méditerranée fait voyager 40 % de ses clients sur AOM-Air Liberté). Visiblement, Jean-Charles Corbet, le futur repreneur, a usé de son passé de dirigeant du SNPL pour se poser en garant de la « paix

sociale ». Il a agité, devant les salariés, l'épouvantail d'une éventuelle reprise de l'entreprise par l'actuel PDG, Marc Rochet, qui est détesté pour toutes les suppressions d'emplois et les différentes remises en cause des statuts qu'il projetait. Mais en définitive, ce que le nouveau patron, Jean-Charles Corbet, apporte dans ses valises n'est pas bien différent.

Ce qu'il faut souhaiter, c'est que les salariés d'AOM-Air Liberté ne soient pas dupes, et qu'au contraire des prévisions de tous ceux qui leur ont tondu la laine sur le dos ou prévoient de le faire, ils se servent de tous les moyens de pression qui sont à leur disposition pour faire évoluer le rapport de force en leur faveur. Il n'y a qu'ainsi qu'ils pourront faire payer les responsables.

André ROYAN

La Poste en Savoie ON FERME!

La direction départementale de La Poste de Savoie, affirmant que ses comptes sont dans le « rouge », a décidé de faire des économies de personnel. Elle a donc décidé de fermer, purement et simplement, 50 % de ses bureaux pendant le mois d'août. Cette mesure s'applique aussi au chef-lieu du département, Chambéry.

Ce que ces normalisateurs antisociaux

n'avaient pas prévu, c'est que les habitants du Biollay, un des quartiers touchés par la fermeture du bureau de poste, se sont constitués en association et ont décidé de porter plainte contre La Poste pour rupture de service public. Tout ce que la direction de La Poste a trouvé comme réponse aux problèmes des habitants, c'est de promettre deux passages pour les paquets et recommandés...

LA MALÉDICTION DES BERMUDAS

Pour une fois, ce n'est pas l'archipel de la mer des Sargasses et son célèbre « triangle » qui sont en cause. Il s'agit seulement du vêtement qui porte leur nom : le bermuda. Et c'est à l'usine d'électronique Sagem de la banlieue de Rouen que l'affaire s'est passée.

Par une chaude journée de mai, un technicien de 29 ans a en effet eu l'audace de venir travailler en bermuda. Rappelé à l'ordre par sa hiérarchie, il s'est obstiné à refuser de revêtir le pantalon. Hérétique et relaps, il était licencié le 22 juin.

Le chef du personnel de l'usine a justifié la mesure en

lui reprochant un « refus d'adhésion aux valeurs fondamentales de notre société ». Mais ne nous y trompons pas, dans cette sombre histoire de culottes, ce n'est pas dans le pantalon qu'il faut voir le « fondement » de cette société, mais dans l'obéissance à un ordre imbécile.

Hôpitaux

URGENCES, ÇA COINÇE... COMME TOUS LES ÉTÉS

Urgences surchargées, lits introuvables, comme tous les étés, les hôpitaux croulent sous... le manque de personnel et de moyens.

La pénurie de médecins, de personnel soignant, de secrétaires, d'agents chargés du ménage, etc. est connue. C'est toute l'année qu'il faut courir, effectuer des remplacements au pied levé et travailler dans de mauvaises conditions, tant pour le personnel que pour les malades.

Mais durant la période estivale, la situation est pire

encore. La charge de travail est souvent plus lourde du fait que l'hôpital doit souvent pallier les absences de médecins de ville. Tandis que dans les régions touristiques, le gonflement de la population nécessiterait d'augmenter sensiblement les effectifs pour faire face à la demande. Or partout, les hôpitaux tournent avec encore moins de personnel, faute de remplaçants pour les départs en congés annuels, et moins de lits, du fait des fermetures de salles ou de services. Du coup, d'une situation de sous-effectif chronique, on passe à une situation de crise avec un engorgement des services, une baisse sensible de la qualité des soins, des jongleries pour dénicher un lit, des attentes de plus en plus longues... et des tensions de plus en plus fréquentes entre le personnel et des malades excédés d'attendre des heures avant d'être pris en charge.

Les hôpitaux se trouvent totalement démunis alors que cette situation est aussi prévisible que le retour de la saison estivale.

Et les choses ne vont pas aller en s'améliorant. Dans le cadre du passage aux 35 heures, le ministère ne prévoit pas plus de 10 000 à 20 000 embauches, alors que si l'on voulait seulement compenser l'effet de cette diminution du temps de travail, il faudrait créer 11 % d'emplois supplémentaires. Soit plus de 85 000 pour un effectif actuel de 780 000 salariés, en dehors des médecins.

Mais dans ce domaine comme dans le reste des services publics, la gestion des effectifs ne se fait pas en fonction des besoins de la population, mais en fonction des économies que le gouvernement veut imposer.

R. M.

Hausse du chômage

LE GOUVERNEMENT JONGLE AVEC LES MOTS

Selon le mal-nommé ministère de l'Emploi, après une première augmentation en mai, le nombre total des demandeurs d'emplois inscrits à l'ANPE aurait augmenté de 8 500 en juin, pour atteindre le chiffre officiel de 2 077 100. Et encore s'agit-il là d'un chiffre dont on sait qu'il ne reflète que

de très loin la réalité du chômage, puisqu'il ne tient compte que des inscrits à l'ANPE ayant travaillé moins de 78 heures dans le mois – or, qui peut vivre avec la moitié d'un salaire, surtout au SMIC ?

A en croire la ministre, Elisabeth Guigou, la « baisse » du chômage dont Jospin se vante tant depuis des mois

aurait ainsi atteint « un palier avec des turbulences ». Un palier ? On ne peut qu'en douter, à en juger par les chiffres de ses propres services : n'indiquent-ils pas que les inscriptions à l'ANPE pour licenciement économique ont reculé de 5,7 % en juin ? Et cela au moment même où les annonces de milliers de suppressions d'emplois n'en finissent pas de se succéder dans

les grandes entreprises, sans parler de ceux qui disparaîtront par ricochet dans les PME sous-traitantes. Il y a donc tout lieu de craindre, au contraire, que ce prétendu palier cache l'amorce d'une réduction importante de l'emploi que la multiplication des emplois précaires ne suffira peut-être plus à masquer, contrairement à ce qui a été le cas dans la période précédente.

Mais peut-être est-ce juste-

ment à cela que Guigou fait allusion en parlant de « turbulences », comme pour préparer à l'idée que les choses risquent de s'aggraver sans pour autant justifier qu'on s'en inquiète (puisque'il ne s'agit que d'un « palier ») et donc que le gouvernement intervienne. Que de mots fleuris pour couvrir une politique de servilité face aux exigences du capital !

F. R.



Manifestation du 9 juin 2001 à Paris contre les licenciements.

Les trusts projettent de jeter à la rue des centaines de milliers de travailleurs

Les grands trusts ont rendu publique ces jours-ci une véritable avalanche de plans de licenciements à l'échelle de toute la planète. On ne jette plus à la porte les travailleurs par milliers, mais par dizaines de milliers.

Selon une enquête du quotidien britannique *Financial Times*, au cours des trois derniers mois, 293 000 suppressions d'emplois ont été annoncées dans la seule industrie des télécommunications et 54 000 dans les industries sous-traitantes.

Le quotidien *Le Monde* du 26 juillet citait onze entreprises de taille mondiale ayant annoncé 6 000 suppressions d'emplois et plus cette année. Et on peut constater que les télécommunications et l'électronique ne sont pas seules touchées. Dans ces secteurs, on trouve les groupes américains Lucent, Motorola et Solectron (99 000 emplois à eux trois), le canadien Nortel (30 000) ainsi que Siemens (Allemagne, 10 000), Philips (Pays-Bas, 10 000) et Ericsson (Suède, 20 000). Mais on trouve aussi dans la liste le géant de l'agroalimentaire anglo-

hollandais Unilever (33 000), le groupe automobile allemand Daimler-Chrysler (35 500) et deux groupes d'ingénierie et construction mécanique, ABB (Suisse-Suède, 12 000) et Invensys (Grande-Bretagne, 6 000). A quoi il faudrait ajouter, huit jours plus tard, Alcatel et ses 20 000 suppressions d'emplois, mais aussi le groupe d'informatique américain Hewlett-Packard (6 000 emplois) et son rival allemand Infineon (5 000 emplois). Mais aussi Rhodia (Chimie) et Sagem (Électronique-Télécom) qui ont annoncé des plans sans les chiffrer. Et la

liste risque bien de s'allonger encore...

Même s'il s'agit parfois d'annonces destinées à satisfaire des actionnaires exigeant des mesures « énergiques » après la chute brutale des cours boursiers de l'année écoulée, et dont la mise en application sera (peut-être) étalée dans le temps, ce sont des chiffres sans équivalent depuis le début des années 1980. Tout comme d'ailleurs les profits engrangés au cours de ces deux décennies par les bourgeoisies des pays riches ont été eux aussi sans précédent. Et aujourd'hui, il faudrait que ce soit justement ces travailleurs dont l'exploitation a créé ces richesses, qui paient la note une deuxième fois avec leurs emplois ? C'est sans doute la logique d'un système où les hauts et les bas des marchés financiers déterminent le sort de l'économie matérielle. Mais c'est une logique dont la classe ouvrière devra faire table rase si elle veut échapper au cercle infernal de l'anarchie capitaliste.

Alcatel

20 000 SUPPRESSIONS D'EMPLOIS, C'EST 20 000 DE TROP !

Après les 5 300 suppressions de postes déjà prévues depuis le début de l'année, Alcatel a annoncé le 26 juillet une nouvelle charrette qui porte le total pour 2001 à 20 000 postes, sur les 110 000 salariés qu'emploie le groupe à l'échelle mondiale. La nouvelle sera une catastrophe pour des milliers de travailleurs menacés d'être ainsi jetés à la rue d'un trait de plume. Mais il faut croire que pour les boursiers c'est une bonne nouvelle puisque le prix de l'action Alcatel est monté de 4,7 % dès le lendemain, puis de 6,8 % le jour suivant, preuve que pour l'instant en tout cas, les opérateurs anticipent une augmentation des profits.

Il faut dire néanmoins que le PDG du groupe, Serge Tchuruk, avait préparé le terrain pour que le groupe tire le meilleur parti de cet effet d'annonce. D'autant qu'il avait fait parler de lui en 1998 quand, ayant annoncé à la presse des résultats financiers pas tout à fait aussi bons qu'il le souhaitait, le cours de l'action Alcatel avait perdu aussitôt 40 % de sa valeur – même si, en quelques mois, elle était revenue à son cours précédent.

Alors, cette fois-ci il a d'abord expliqué, fin juin, qu'il allait vendre la plus grande partie des usines du groupe (50 au total) pour ne garder que la maîtrise du capital, des technologies et les secteurs les plus rentables. Une « entreprise sans usine », avait-il expliqué en parlant de ses plans pour l'avenir. Un mois après, il annonce à la fois un déficit pour le deuxième

trimestre 2001 et 14 000 suppressions d'emplois en plus pour l'année. Moyennant quoi, l'annonce a été « bien prise par les marchés », comme dit la presse spécialisée.

D'autant mieux prise d'ailleurs que le déficit annoncé – 2,9 milliards d'euros – est en grande partie constitué par des provisions destinées à financer le plan de suppressions d'emplois. Sans ces provisions, Alcatel est bénéficiaire de plus de 200 millions d'euros. D'ailleurs le prétendu déficit ne porte que sur un trimestre, celui de l'annonce des licenciements, et le PDG d'Alcatel prévoit que l'année 2001 sera bénéficiaire, ce qui ne l'empêche d'ailleurs pas de se refuser à exclure de nouvelles mesures de suppressions d'emplois d'ici la fin de l'année !

Autant dire qu'Alcatel n'est pas à plaindre, surtout quand on se souvient qu'il y a très peu de temps encore, le groupe était en négociation avec le trust américain Lucent dont il comptait acquérir une part pour la bagatelle de plus de trois milliards d'euros. Que Tchuruk veuille une « entreprise sans usine », c'est son affaire, mais ce n'est pas aux travailleurs de faire les frais de ses fantasmes. Hier c'était 5 300 emplois, aujourd'hui 20 000 et demain ce sera quoi ? Il faut imposer l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui, comme le géant Alcatel, font des profits.

Roger PÉRIER